

# SÉNAT DE BELGIQUE

---

SESSION DE 2010-2011

---

28 MARS 2011

---

**Proposition de loi modifiant la loi du 6 juillet 2007 relative à la procréation médicalement assistée et à la destination des embryons surnuméraires et des gamètes, en vue d'interdire la sélection du sexe du futur embryon**

(Déposée par M. Jacques Brotchi  
et Mme Christine Defraigne)

---

## DÉVELOPPEMENTS

---

Cette histoire, révélée dans la presse en janvier 2011, d'un gynécologue anversois qui procédait à des inséminations pour obtenir un enfant de tel ou tel sexe, a défié la chronique et créé la stupeur.

Sa méthode consiste à placer du sperme dans une centrifugeuse spéciale afin de séparer les chromosomes X, qui sont plus lourds, des chromosomes Y. Le chromosome «Y» du spermatozoïde associé au chromosome «X» de l'ovule de la femme donne un garçon et le chromosome «X» du spermatozoïde associé au chromosome «X» de l'ovule de la femme donne une fille. Le médecin pratique alors une insémination de ces cellules souches. Le sperme souhaité inséminé donne au couple la probabilité à 80% d'avoir un bébé avec le sexe désiré. Chaque insémination coûte 1200 euros et il en faut en moyenne trois pour que l'ovule soit fécondé.

Certains couples défient la nature et veulent choisir le sexe de leur enfant soit pour assurer la pérennité du nom, soit pour assurer la diversité au sein de la fratrie, soit pour choisir le sexe de leur unique enfant, soit pour avoir un fils ou une fille comme aîné. Agir de la sorte par pure convenance personnelle est, pour les auteurs, inacceptable. Les techniques sont en outre

# BELGISCHE SENAAAT

---

ZITTING 2010-2011

---

28 MAART 2011

---

**Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 6 juli 2007 betreffende de medisch begeleide voortplanting en de bestemming van de overtallige embryo's en de gameten, teneinde de selectie van het geslacht van het toekomstige embryo te verbieden**

(Ingediend door de heer Jacques Brotchi  
en mevrouw Christine Defraigne)

---

## TOELICHTING

---

Het verhaal van een Antwerpse gynaecoloog die inseminaties uitvoerde met het oog op genderselectie, waarover in januari 2011 in de pers werd bericht, heeft veel ophef veroorzaakt en verbazing gewekt.

Zijn methode bestaat erin sperma in een speciale centrifuge te plaatsen om de X-chromosomen, die zwaarder zijn, te scheiden van de Y-chromosomen. Bij versmelting van het «Y»-chromosoom van de zaadcel met het «X»-chromosoom van de eicel van de vrouw, wordt een jongen geboren en bij versmelting van het «X»-chromosoom van de zaadcel met het «X»-chromosoom van de eicel van de vrouw, krijgt men een meisje. Vervolgens insemineert de arts deze stamcellen. Het gewenste, geïnsemineerde sperma geeft het koppel 80% kans om een baby te krijgen van het gewenste geslacht. Elke inseminatie kost 1200 euro en gemiddeld zijn er drie nodig vóór de eicel is bevrucht.

Sommige koppels tarten de natuur en willen het geslacht van hun kind kiezen om het voortbestaan van hun naam te garanderen, om kinderen van verschillend geslacht te krijgen, om het geslacht van hun enige kind te bepalen of om een zoon of dochter als oudste kind te krijgen. De indieners van het voorstel vinden deze praktijk die door zuiver persoonlijke motieven is

loin d'être totalement fiables. Que feront les parents si leur choix n'aboutit pas ?

Michel Dupuis, philosophe et directeur de l'Unité d'éthique médicale de l'Université catholique de Louvain (UCL), estime qu'«on choisit de «faire», de concevoir quelqu'un qui ne sera jamais à nous, qui existe par lui-même, qui est autre. Cette altérité, c'est nous qui la posons, mais nous nous devons de la respecter. L'on sait aussi que l'enfant déborde les catégories que l'on avait imaginées, qu'il contredit nos attentes. Choisir le sexe d'un enfant, c'est lui attribuer des caractéristiques, réelles ou supposées. C'est donc déjà un peu influencer sa vie, mettre une mainmise inadmissible sur son existence».

L'Association belge des obstétriciens s'est déclarée également indignée d'une telle pratique.

Cette pratique qui aboutit au bébé à la carte est-elle légale ? Que dit exactement la loi du 6 juillet 2007 relative à la procréation médicalement assistée (PMA) en ce qui concerne l'utilisation des gamètes axée sur la sélection du sexe ?

Pour sa part, la loi du 11 mai 2003 relative à la recherche sur les embryons *in vitro* en son article 5, 5<sup>o</sup>, stipule qu'il est interdit d'accomplir des recherches ou des traitements axés sur la sélection du sexe, à l'exception de la sélection qui permet d'écarter les embryons atteints de maladies liées au sexe.

En ce qui concerne la loi du 6 juillet 2007, l'esprit de la loi est clair : il est interdit d'utiliser la PMA pour aboutir à un enfant de son choix, avec telles ou telles caractéristiques physiques ou de tel ou tel sexe.

Plus précisément, tout comme pour le don d'embryons, la loi du 6 juillet 2007 énonce en son article 23, 2<sup>o</sup> qu'«est interdit le don de gamètes axé sur la sélection du sexe, tel que défini par l'article 5, 5<sup>o</sup>, de la loi du 11 mai 2003 relative à la recherche sur les embryons *in vitro*, c'est-à-dire axé sur la sélection du sexe, à l'exception de la sélection qui permet d'écarter les spermatozoïdes atteints de maladies liées au sexe».

L'on parle donc d'une interdiction du «don» de gamètes quand il est axé sur la sélection du sexe. Rappelons que le donneur de gamètes est défini dans cette même loi de 2007 en l'article 2, *p*), comme étant la personne cédant par convention à titre gratuit, conclue avec un centre de fécondation *in vitro*, des gamètes pour qu'ils soient utilisées au cours d'une procréation médicalement assistée chez des receveurs de gamètes, sans qu'aucun lien de filiation ne puisse être établi entre l'enfant à naître et le donneur.

Quand les gamètes proviennent d'un donneur, toute utilisation de celles-ci pour procéder au choix du sexe

ingegeven, onaanvaardbaar. Bovendien zijn de technieken lang niet volledig betrouwbaar. Wat zullen de ouders doen indien hun keuze niet bewaarheid wordt ?

Michel Dupuis, filosoof en directeur van de *Unité d'éthique médicale* van de *Université catholique de Louvain* (UCL), is van mening dat «*on choisit de «faire», de concevoir quelqu'un qui ne sera jamais à nous, qui existe par lui-même, qui est autre. Cette altérité, c'est nous qui la posons, mais nous nous devons de la respecter. L'on sait aussi que l'enfant déborde les catégories que l'on avait imaginées, qu'il contredit nos attentes. Choisir le sexe d'un enfant, c'est lui attribuer des caractéristiques, réelles ou supposées. C'est donc déjà un peu influencer sa vie, mettre une mainmise inadmissible sur son existence*».

Ook de Belgische Vereniging van gynaecologen reageert verontwaardigd op deze praktijk.

Is de praktijk die leidt tot de baby naar keuze wettelijk ? Wat zegt de wet van 6 juli 2007 betreffende de medisch begeleide voortplanting (MBV) over het gebruik van gameten gericht op geslachtsselectie ?

De wet van 11 mei 2003 betreffende het onderzoek op embryo's *in vitro* bepaalt, in artikel 5, 5<sup>o</sup>, dat het verboden is «onderzoek of behandelingen uit te voeren die gericht zijn op geslachtsselectie, met uitzondering van de selectie ter voorkoming van geslachtsgebonden ziekten».

De geest van de wet van 6 juli 2007 is duidelijk : het is verboden de MBV aan te wenden om een kind naar keuze te krijgen, met deze of gene fysieke kenmerken en van een welbepaald geslacht.

Net als voor de donatie van embryo's, bepaalt de wet van 6 juli 2007, in artikel 52, 2<sup>o</sup>, meer bepaald «het is verboden gameten te doneren met het oog op geslachtsselectie, als bepaald in artikel 5, 5<sup>o</sup>, van de wet van 11 mei 2003 betreffende het onderzoek op embryo's *in vitro*, dat wil zeggen gericht op geslachtsselectie, met uitzondering van de selectie ter voorkoming van geslachtsgebonden ziekten».

Er is dus sprake van een verbod op de «donatie» van gameten wanneer die gericht is op geslachtsselectie. In artikel 2, *p*), van dezelfde wet van 2007 wordt de donor van gameten gedefinieerd als «de persoon die bij overeenkomst ten kosteloze titel, gesloten met een centrum voor *in vitro* fertilisatie gameten afstaat opdat ze in het kader van medisch begeleide voortplanting worden gebruikt bij ontvangers van gameten zonder dat een afstammingsband kan worden vastgesteld tussen het ongeboren kind en de donor».

Als de gameten afkomstig zijn van een donor, is elk gebruik met het oog op geslachtsselectie dus duidelijk

est clairement interdite par la loi. Par contre, lorsqu'il s'agit des propres gamètes du couple, comme c'est le cas dans l'affaire qui nous préoccupe ici, puisque la sélection s'opère au niveau des spermatozoïdes qui peuvent être ceux de l'homme du couple, ce n'est pas clairement interdit. La loi actuelle présente une lacune sur cet aspect là.

Les auteurs ont donc l'objectif de combler cette lacune de la loi actuelle pour éviter ce genre de pratiques. La loi de 2007 fixe déjà toute une série de balises pour éviter les dérives, celle-ci doit être ajoutée. Elle a toute son importance. Même si elle est déjà induite de l'esprit de la loi, elle se doit d'être exprimée clairement dans les principes généraux applicables aux gamètes.

L'objectif de cette proposition de loi est d'insérer dans le chapitre I sur les principes généraux du titre V relatif aux gamètes un nouvel article qui interdit toute utilisation, sous toute forme que ce soit, de gamètes, axée sur le choix du sexe à l'exception de la sélection qui permet d'écarter les spermatozoïdes atteints de maladies liées au sexe, tel que stipulé dans l'article 5, 5°, de la loi du 11 mai 2003 relative à la recherche sur les embryons *in vitro*.

En ce qui concerne les embryons, le problème est déjà réglé dans la mesure où le diagnostic préimplantatoire, défini comme étant la technique consistant, dans le cadre d'une fécondation *in vitro*, à analyser une ou des caractéristiques génétiques d'embryons *in vitro* afin de recueillir des informations qui vont être utilisées pour choisir les embryons qui seront implantés, est interdit s'il est axé sur la sélection du sexe à l'exception de la sélection qui permet d'écarter les embryons atteints de maladies liées au sexe, tel que stipulé dans l'article 5, 5°, de la loi du 11 mai 2003 relative à la recherche sur les embryons *in vitro*.

Jacques BROTCHE.  
Christine DEFRAIGNE.

\*  
\* \*

verboden door de wet. Als de gameten daarentegen afkomstig zijn van het koppel zelf, zoals in de zaak die ons bezighoudt, geldt er geen duidelijk verbod omdat de selectie wordt uitgevoerd op de zaadcellen, die van de man van het koppel kunnen zijn. De huidige wet vertoont een leemte op dat gebied.

De indieners willen die leemte in de huidige wet dan ook wegwerken om dat soort praktijken te voorkomen. De wet van 2007 legt dus al een hele reeks beperkingen op om ontsparingen te vermijden, en deze, zeer belangrijke, beperking moet daaraan worden toegevoegd. Ze kan wel worden afgeleid uit de geest van de wet, maar ze moet duidelijk worden geformuleerd in de algemene principes die van toepassing zijn voor de gameten.

De doelstelling van dit wetsvoorstel bestaat erin, in hoofdstuk I, algemene principes, van titel V betreffende de gameten een nieuwe artikel in te voegen houdende een verbod op elk gebruik van gameten, in ongeacht welke vorm, met het oog op geslachtsselectie, met uitzondering van de selectie ter voorkoming van geslachtsgebonden ziekten, zoals bepaald in artikel 5, 5°, van de wet van 11 mei 2003 betreffende het onderzoek op embryo's *in vitro*.

Wat de embryo's betreft, is het probleem al geregeld aangezien de pre-implantatiediagnostiek, die gedefinieerd werd als « de techniek die erin bestaat om in het kader van een *in vitro* fertilisatie één of meerdere genetische kenmerken van de embryo's *in vitro* te analyseren om inlichtingen te verzamelen die worden gebruikt om uit te maken welke embryo's worden ingeplant », verboden is wanneer hij gericht is op geslachtsselectie met uitzondering van de selectie ter voorkoming van geslachtsgebonden ziekten, zoals bepaald in artikel 5, 5°, van de wet van 11 mei 2003 betreffende het onderzoek op embryo's *in vitro* ».

\*  
\* \*

**PROPOSITION DE LOI**

---

**Article 1<sup>er</sup>**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

**Art. 2**

Dans la loi du 6 juillet 2007 relative à la procréation médicalement assistée et à la destination des embryons surnuméraires et des gamètes est inséré un article 37/1 rédigé comme suit :

« Art. 37/1. — Est interdite toute utilisation, sous toute forme que ce soit, de gamètes, axée sur le choix du sexe du futur embryon, à l'exception de la sélection qui permet d'écarter les spermatozoïdes atteints de maladies liées au sexe, tel que stipulé dans l'article 5, 5<sup>o</sup>, de la loi du 11 mai 2003 relative à la recherche sur les embryons *in vitro*. »

8 février 2011.

Jacques BROTCHE.  
Christine DEFRAIGNE.

**WETSVOORSTEL**

---

**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

**Art. 2**

In de wet van 6 juli 2007 betreffende de medisch begeleide voortplanting en de bestemming van de overtallige embryo's en de gameten, wordt een artikel 37/1 ingevoegd dat luidt als volgt :

« Art. 37/1. — Verboden is, elk gebruik in welke vorm ook, van gameten, gericht op de geslachtsselectie van het toekomstige embryo, met uitzondering van de selectie ter voorkoming van geslachtsgebonden ziekten, als bepaald in artikel 5, 5<sup>o</sup>, van de wet van 11 mei 2003 betreffende het onderzoek op embryo's *in vitro*. »

8 februari 2011.